



---

# LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Janvier 2016 – n°73

## SOMMAIRE

<b>Sécurité et Europe : un double état d'urgence</b> <i>par Bruno VEVER</i>	P. 2
<b>2016 : l'année de tous les dangers en Europe !</b> <i>par François-Xavier BELLEST</i>	P. 6
<b>Informations</b>	P. 9



---

## Sécurité et Europe : un double état d'urgence

Bruno VEVER

---

Les cent trente morts et centaines de blessés des attentats terroristes à Paris du 13 novembre 2015, tragiquement devenu « notre » 11 septembre, ont contraint la France à décréter l'état d'urgence et à rétablir les contrôles sur toutes ses frontières. L'Europe est apparue comme le maillon faible, mis au rencart pour une durée indéterminée. Et ce brusque retour aux frontières hexagonales n'a fait qu'amplifier la dégradation dans l'opinion d'une cote européenne déjà bien entamée. Les scores inédits du front national aux élections régionales de décembre, surfant sur ce traumatisme sécuritaire comme sur son credo souverainiste, en témoignent amplement.

Crise sécuritaire et crise européenne sont à l'évidence intimement liées : on ne les réglera pas séparément. Toute tentative pour les dissocier ne conduira qu'à des désillusions pires encore que celles que nous connaissons aujourd'hui. La « dernière chance » évoquée il y a un an par Jean-Claude Juncker en étreignant sa présidence de la Commission européenne a désormais pris une tonalité alarmante : faute de réaction collective à la hauteur, le pronostic vital de la construction européenne n'est plus assuré.

La libre circulation entre pays européens, garantie depuis plus d'une génération par les accords de Schengen, avait déjà commencé à se dégrader ces derniers mois face à l'afflux des réfugiés du proche orient, détérioration qui est allée en s'amplifiant. L'état d'urgence en France vient lui donner le coup de grâce. On ne mettra pas en question la justification des mesures prises, au demeurant admises en pareil cas par le dispositif européen. Mais on s'interrogera légitimement sur la prolongation voire la pérennisation de telles mesures, et sur le risque d'un retour à la norme des contrôles frontaliers entre pays membres de l'Union européenne.

On n'oubliera pas en effet les décennies d'efforts acharnés qui ont été nécessaires pour supprimer ces contrôles aux frontières internes et construire un espace commun d'échanges et de libertés. Un repli durable des pays européens sur leurs frontières nationales constituerait, sur le plan politique, économique et social, un échec si cuisant et un séisme si dévastateur qu'il ne manquerait pas d'ébranler les fondations mêmes de la construction européenne. Où s'arrêterait le démantèlement ? Un tel tête-à-queue pour l'Europe signerait son effacement irrémédiable dans le nouveau monde du présent siècle.

Notre sécurité nationale face aux réseaux terroristes n'en serait nullement renforcée pour autant. Au contraire, elle en serait irréversiblement affaiblie. Car c'est bien en s'appuyant sur les multiples cloisonnements qui persistent entre nos Etats, et qui ne manqueraient pas de s'aggraver davantage encore en cas de repli prolongé sur nos propres frontières nationales, que les réseaux terroristes ont pu donner le change à nos autorités publiques et mettre si gravement en péril notre sécurité. Les frontières juridiques d'un Etat à l'autre constituent en effet pour ces réseaux autant de relais, d'asiles et de camouflages pour préparer leurs complots, commettre leurs forfaits et se replier sur d'autres bases.



Ces terroristes, pour la plupart fanatiques d'un islamisme radical, pourront être comme trop souvent de notre propre nationalité, vivant ou ayant vécu chez nous, originaires de Belgique comme récemment révélé, ou d'autres pays, européens ou non, parfois infiltrés à travers les migrations massives de réfugiés en provenance du Proche-Orient et du bassin méditerranéen, combattants plus ou moins intermittents et aguerris du Djihad sur ces territoires. Tous les cas de figure se sont présentés et se représenteront. Mais on ne pourra démasquer ces terroristes et les combattre efficacement qu'à travers une alliance européenne sans frontières, et non une exacerbation de nos séparatismes nationaux.

Le conservatisme persistant de nos États et de leurs administrations est directement responsable de la double situation d'échec sécuritaire et d'échec européen où nous nous trouvons aujourd'hui. Largement déconnectés les uns des autres par un chacun pour soi illusoirement « souverain » mais authentiquement réducteur, donc largement sourd et aveugle face à des menaces multinationales et multiformes, nos systèmes nationaux de prévention, de surveillance et de répression ont été pris en défaut, et la « non-Europe » sécuritaire a été mise à nu.

On ne pourra plus dorénavant revenir à la situation qui prévalait avant les attentats, celle d'une libre circulation sans sécurité commune. Nos gouvernements ne pourraient plus se le permettre, et nos opinions publiques ne pourraient plus l'accepter. Par contre, réinstaurer la libre circulation entre pays européens impliquera de doter enfin l'Europe d'un dispositif efficace permettant d'assurer cette sécurité, tant nationale que collective, face aux réseaux terroristes.

Plutôt que rétablir durablement des contrôles frontaliers nationaux qui connaîtront nécessairement leurs limites, et qui entraveront forcément les échanges et le fonctionnement économique de l'Europe comme ses ambitions légitimes d'approfondissement et d'intégration, le bon sens exige à présent de mettre un terme au conservatisme outrancier qui a trop longtemps interdit d'organiser un système sécuritaire commun.

Il doit s'agir à présent d'encadrer, de justifier et d'équilibrer l'ouverture des frontières mutuelles tout en aménageant collectivement un vrai contrôle des frontières externes, au lieu de le sous-traiter, comme maintenant, aux soins exclusifs et si peu efficaces des pays directement confrontés à un tsunami humanitaire qui les dépasse. Sauf à reculer, se dédire et se défaire, l'Europe est aujourd'hui contrainte de sortir d'un trop long renoncement à sa réorganisation et à son intégration.

L'urgence est en effet de recréer un minimum de cohérence et de cohésion européenne face à une pression migratoire qui submerge aujourd'hui les États membres d'accueil, poussant les États membres voisins à se barricader les uns contre les autres. Les « passeurs » en bande organisée, africains ou du Moyen-Orient, que l'on combat et stigmatise à longueur de communiqués, ont aussi leurs équivalents dans nos propres rangs européens. Quand allons-nous décider de nous réorganiser en se donnant tous les moyens nécessaires pour mettre fin à des situations indignes laissées aux hasards d'arbitraires de circonstance, de gabegies administratives, de zones de transit à l'abandon, de camps d'internements surpeuplés ou d'exfiltrations clandestines d'un pays à l'autre ?

Bien évidemment ceci impliquera d'agir ensemble non seulement pour mettre en place en Europe les conditions d'une immigration reconstruite et réorganisée, mais pour contribuer aussi à modifier dans les pays d'origine des réfugiés, sur les plans économique, social et humanitaire, mais également sur un plan sécuritaire, les conditions tragiques qui ont généré ces exils massifs de populations.



Car l'Europe ne peut pas devenir une retraitée des affaires du monde si elle entend rester l'Europe, maîtriser son propre destin et ses propres ambitions, préserver sa culture et son mode de vie tout en portant haut son influence à travers les continents, pour conforter ses valeurs héritées des Lumières, les droits de l'homme, les libertés et un idéal démocratique qui demeure aujourd'hui, par-delà toutes les disparités, un marqueur essentiel pour l'organisation du monde.

Une vraie question demeure : l'Europe trouvera-t-elle encore en elle-même la force d'assumer cette reconquête de son autorité, de son autonomie, de son unité et de ses ambitions pour elle-même et à l'échelle de la planète ?

« Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité, et ils ne voient la nécessité que dans la crise. » A en croire Jean Monnet, et vu la gravité de la crise nationale et européenne où nous nous trouvons, il reste des raisons de croire, envers et contre tout, à un ultime sursaut pour se tirer ensemble d'un si mauvais pas. Dans le même esprit et le même espoir, on se remémorera cette citation de Nietzsche : « tout ce qui ne nous détruit pas nous renforce ». Car tel est bien le choix crucial qui s'ouvre désormais à nos dirigeants.

A ce stade et pour leur part, les revendications présentées par Bernard Cazeneuve et Christiane Taubira à nos partenaires européens au lendemain des attentats de Paris paraîtront aussi circonscrites que minimales : mise en place d'un registre européen des déplacements d'individus dangereux (fichier PNR « Passenger Name Record »), lutte renforcée contre le trafic d'armes, contrôles systématiques aux frontières extérieures avec consultation des fichiers centralisés. Il ne s'agit pas là de sujets nouveaux, mais d'une relance de dossiers qui peinaient à aboutir. Dans le nouveau contexte, ceci n'a guère créé de problème avec nos partenaires. On s'étonnera surtout de ne pas l'avoir fait plus tôt !

Renforcé dans l'urgence mais sans renouveau déterminant, ce dispositif ne s'écarte guère du registre classique d'une coopération intergouvernementale de bonne volonté mutuelle, dont l'expérience a montré les limites intrinsèques. On pourra donc douter qu'il se révèle à la hauteur tant d'un contrôle réorganisé de l'immigration que des multiples défis du terrorisme international. Et on ne craindra pas de poser la « question qui fâche » tout en devenant de plus en plus pertinente : plutôt que de chercher à relancer une coopération entre Etats qui n'a jamais vraiment fonctionné, surtout à vingt-huit, ne serait-il pas temps de mettre en place un dispositif sécuritaire européen à caractère fédéral, avec une mutualisation des moyens à l'échelle de nos exigences communes ?

Certes, un objectif apparemment si radical risque fort d'être perçu comme irréaliste sinon irresponsable par nos gouvernements actuels, toujours aussi jaloux de leurs propres prérogatives nationales. Mais impossible ne saurait être durablement européen, dès lors que notre intérêt collectif et notre avenir commun sont en jeu, ce qui est bien le cas ici.

Il y a trente ans, l'objectif d'une monnaie unique, avec ses structures fédérales, n'avait-il pas généré pareil scepticisme parmi les gouvernements de l'époque avant de s'imposer, la réunification allemande ayant fourni l'opportunité historique de l'engager puis de la réussir ?

Et puisqu'il s'agit à présent de se donner tous les moyens de « gagner une guerre » contre le terrorisme, comme nos propres dirigeants l'affirment haut et fort, faut-il rappeler que les Alliés avaient su organiser un commandement intégré face à l'ennemi commun, lors de la première comme de la seconde guerre mondiale ? La présente guerre antiterroriste ne constitue-t-elle pas aujourd'hui une



forme inédite de confrontation mondiale, avec ses nouveaux défis, ses nouvelles horreurs et ses nouveaux méandres, justifiant à nouveau de rompre avec les conservatismes nationaux ? Après le rouge garance puis le bleu horizon des débuts du siècle précédent, n'est-il pas temps de revêtir tous ensemble les mêmes étoiles européennes pour répondre au bouleversement de la donne sécuritaire qui est allé de pair avec le nouveau siècle ?

Toutes ces considérations demeurent encore loin de l'état d'esprit actuel des dirigeants européens. Certes, il aura fallu les odieux attentats de Paris pour qu'ils consentent à se bouger un peu et donner suite à nos revendications de coopération renforcée. Mais on ne les voit guère à ce stade se risquer sur la voie inexplorée d'un fédéralisme sécuritaire, même recentré, en lui concédant des moyens collectifs adéquats (cf. agence européenne de renseignement, police fédérale antiterroriste, magistrats instructeurs européens, corps unifié de gardes-frontières – projet auquel vient de se rallier une première proposition, encore bien timide, de la Commission -, etc.). Combien de nouvelles alertes, de nouvelles crises, voire de nouveaux drames faudra-t-il encore pour voir nos dirigeants évoluer en ce sens ?

Pour l'immédiat, disons-le franchement : l'Europe paisiblement endormie dans une pratique « soft » des libertés de Schengen, sans stratégie commune ni moyens collectifs pour sa sécurité, a vécu. Les actions terroristes sur son propre sol de même que l'afflux de réfugiés débordant l'organisation nationale des pays membres ont mis fin à ses jours. L'expérience a démontré qu'une Europe sans identité commune, sans toit commun et sans moyens communs ne peut qu'autodétruire ses propres fondations avec la résurgence de barrières nationales remettant en cause ses libertés, sa cohérence, son unité et ses ambitions.

Voilà pourquoi un « pacte européen de sécurité » apparaît aujourd'hui comme une exigence urgente. Mais il serait vain, comme le discours français l'a laissé entendre, d'opposer un pacte de sécurité au pacte de stabilité : les deux exigences devraient au contraire s'appuyer et se compléter mutuellement comme les deux faces d'un même dispositif, qui ne pourra être qu'européen pour être efficace, et permettre d'organiser une mutualisation optimale des moyens de nos Etats alliant économies d'échelle et sécurité commune. Une intégration ciblée des outils militaires pour assurer toutes les interventions requises de même qu'une défense européenne autonome et crédible, par delà même l'appui de l'OTAN, compléterait logiquement ce dispositif.

Pour avancer dans cette voie, la seule capable d'assurer notre sécurité collective tout en préservant nos libertés et nos ambitions européennes, un mot d'ordre de Jean-Paul II mériterait d'être rappelé à nos dirigeants : « N'ayez pas peur ! » Dans la situation critique où se trouve dorénavant plongée l'Europe, face aux choix décisifs qui s'ouvrent à elle sans plus d'alternative ni d'échappatoire, on ne pourra pas se dispenser d'audace pour réarmer les Européens face aux terrorismes et à leurs propres peurs.

Bruno VEVER,  
délégué général d'Europe et Entreprises



---

## 2016 : l'année de tous les dangers en Europe !

François-Xavier BELLEST

---

Au préalable de rédiger ce premier article de la nouvelle Lettre d'Europe & Entreprises de l'année 2016, je tiens à vous communiquer ce message :

« Des sourires pour chasser la tristesse. De l'audace pour que les choses ne restent jamais en place. De la confiance pour faire disparaître les doutes. Des gourmandises pour croquer la vie. Du réconfort pour adoucir les jours difficiles. De la générosité pour le plaisir de partager. Des arcs-en-ciel pour colorer les idées noires. Du courage pour démarrer la nouvelle année et continuer d'avancer. En toutes ces choses-là, je vous souhaite une bonne année porteuse de sens et d'espoir ».

Ce message, sous forme de vœux de nouvel an, prend son importance dans le sens où l'année 2015 a été difficile sur beaucoup de fronts, notamment sur le plan humain.

Difficile de ne pas revenir sur les blessures qu'ont provoquées les attentats de Paris du 13 novembre 2015. La cible des précédents attentats relevait d'un symbole : par l'atteinte à une religion, l'atteinte à un uniforme, l'atteinte à la liberté de l'expression. Ce 13 novembre, elle a atteint la société française en ce qu'elle est et ce qu'elle représente. Elle a atteint un (plus) grand nombre d'entre nous, parce que notre ADN a été visé en plein cœur. Toutes et tous ont été touché dans nos valeurs que nous échangeons avec les autres, mais aussi les nôtres, plus personnelles. Et cela fait mal. D'autres tentatives, d'autres attentats auront lieu. Nous ne sommes pas en guerre pour autant. Vigilants nous étions, vigilants nous resterons, mais la vie ne s'arrête pas là. La France et bon nombre des États-membres sont des pays libres, avec des citoyens libres.

De l'année 2015, peu de répit nous a été laissé entre :

- les attentats terroristes en France, en Europe et dans le Monde entier ;
- les guerres et les conflits qui s'amplifient ici et là, où l'Europe peine à faire entendre sa voix ;
- une Ukraine divisée dont la situation n'est toujours pas réglée... ;
- une crise migratoire massive qui pose des problèmes ;
- un débat sur le devenir de l'espace Schengen ;
- une montée des populismes nationaux qui interroge ;
- un référendum au Royaume-Uni sur la sortie de l'Union ;
- le souhait italien d'une Europe à deux vitesses ;
- les fractures avec la crise grecque ;
- une monnaie européenne qui a failli chanceler ;



- une (trop) lente croissance économique ;
- une problématique de l’environnement que des accords ne résolvent pas ;
- une difficulté des Européens à se reconnaître dans une stratégie européenne ;
- une Europe présidée par un pays en proie avec ses propres doutes : l’euroscpticisme néerlandais ;
- et tant d’autres choses...

Cela fait beaucoup. Beaucoup trop pour les citoyens européens qui restent toujours dans l’attente d’une vraie Europe... Beaucoup trop pour une Europe qui prend de plus en plus de distances avec ses citoyens, les Européens...

Les Européens semblent lassés de leur Europe. Ce n’est pas nouveau. Cette lassitude ne s’estompera certainement pas ces prochains mois. L’année 2016 sera encore une année difficile.

Avant de poursuivre, il est regrettable que les citoyens européens abordent le sujet « Europe » avec le seul angle négatif. Cela étant dit, je relève que les médias, mais également certains gouvernants politiques, sont complices de cet environnement. Je ne reviens pas sur un de mes précédents articles où j’écrivais que certains gouvernants des États-membres responsabilisent le drapeau européen quand ça va mal chez eux, mais dissimulent ce dernier au bénéfice de leurs propres postures nationales quand une directive européenne s’avère source de satisfaction.

Les journalistes de presse des États-membres qui traitent du sujet ont la fâcheuse (et malheureuse) tendance à écrire des articles « contre » l’Europe. D’une manière générale, le citoyen européen lit peu. La presse locale, régionale ou nationale, est assez peu disert sur les éléments et faits positifs que l’Europe « produit ». Qui plus est, lorsque le citoyen européen fait une recherche sur le web, les fruits des résultats sont peu éloquent. Lecteur, je vous invite à faire le test par vous-même. La majorité des liens qui s’affichent sont déconcertants ! En dehors des liens institutionnels ou explicatifs de ce qu’est l’Union, tous les autres liens sont bien loin de nous faire « rêver » d’Europe. Rien ou presque sur cette belle construction européenne et sur les Hommes qui l’ont accompagné. Rien ou presque sur le poids de l’Europe face à d’autres continents géopolitiques. Rien ou presque sur cette Union européenne qui se dessine dans nos livres d’Histoire depuis la CECA...

Non ! En fait, c’est bien plus grave que cela ! De nouveaux mots font leur apparition, plus négatifs encore que d’autres : Grexit, Brexit... A quand simplement le terme « Exit » pour Europa/Exit ?

Allons plus loin encore. Les études et les thèses universitaires sur « l’intégration européenne » constituent l’un des pôles de recherche les plus actifs de toutes ces dernières décennies. Ces chercheurs, de toutes nationalités y compris non européens, ont longtemps apporté avec leurs analyses un soutien parallèle au « projet européen ». Depuis quelques années, les études portent de plus en plus sur un concept de « désintégration européenne ». Les exemples de désintégration dans l’histoire de l’Europe des dernières années s’avèrent au demeurant de plus en plus nombreux depuis l’Empire Austro-hongrois lui-même : Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Union soviétique, Crimée, Ukraine, etc. Inquiétant !



---

De l'ensemble de ces inquiétudes ressortent deux vrais sujets de préoccupations constantes des Européens : le terrorisme et le dérèglement climatique. Deux sujets de nature très différente, mais qui ont un point commun : ni l'un ni l'autre n'ont de frontières. D'un point de vue sémantique, ce mot « frontière » est très présent dans l'esprit des Européens.

De ces deux sujets qui occupent l'esprit du citoyen européen, la réponse est pourtant mondiale et non pas seulement européenne. Mais il est regrettable que l'Europe ne soit pas assez structurée, organisée, légitime pour faire entendre sa voix, plutôt que tel ou tel État-membre...

Nous le voyons bien au quotidien, les interrogations des citoyens sur une Europe chancelante sont nombreuses et l'Europe peine à y répondre.

Pourtant, il suffirait aujourd'hui d'un soupçon de mutualité, d'une pincée d'« osons ensemble », d'une bouchée d'intelligence coopérative, d'un grain de folie réciproque, d'une pointe de réalité, d'une trace de symétrie, et la recette européenne « prendrait » là où prévalait hier l'absence de volonté...

François-Xavier BELLEST,  
Sémiologue, administrateur d'E&E.



## Festival vidéo « Fenêtre sur l'Europe »

La liberté est partagée par tous les pays de l'Union européenne et, à l'instar d'Europe et Entreprises, par toutes les associations militant pour l'intégration européenne. Elle est le moteur même de l'Union et de tous ses acteurs. Dans cet esprit, « Fenêtre sur l'Europe » organise, du 15 janvier au 9 mai 2016, un **Festival de la vidéo européenne de très court métrage** (moins de trois minutes), consacré à ce thème de la Liberté. Ce Festival, ouvert à tous les réalisateurs amateurs ou professionnels, souhaite notamment être une invitation au voyage à travers l'Europe, laissée à la libre inspiration des participants. Des prix seront décernés aux meilleures vidéos du Festival. Pour toute information : [info@festivalfenetresurleurope.eu](mailto:info@festivalfenetresurleurope.eu) et [www.festivalfenetresurleurope.eu](http://www.festivalfenetresurleurope.eu)

## Communication du Rédacteur en chef :

### Témoignage de sympathie

Quel que soit le lieu où nous étions le 13 novembre 2015, nos têtes et nos cœurs étaient à Paris.

Toutes mes pensées aux familles des victimes, aux blessés, à leurs proches et aux rescapés qui n'oublieront certainement jamais ces instants interminables de terreur semés par des fanatiques manipulés par des commanditaires qui ne connaissent que la haine.

Pour chacune et pour chacun d'entre vous ces quelques mots en espérant qu'aucune et aucun d'entre vous, comme ni vos familles et ni vos amis, n'aient été touché par ce massacre. Toutes mes pensées également à chaque Parisienne et Parisien quels que soient ses croyances religieuses ou non, sa couleur de peau, ses opinions, ses goûts et sa façon de vivre, à tous les gens de bonne volonté qui ne demandent qu'à vivre tranquillement, avec leurs joies et leurs peines.

La défense de l'humanisme et du respect mutuel sont plus que jamais à défendre et à pratiquer chaque jour et chaque instant pour désamorcer à la base toutes ces bombes inhumaines à retardement.

### Appel à témoignages et points de vue :

Vous nous lisez et appréciez (ou non) nos articles. Comme vous avez pu le constater, Bruno Vever, éditorialiste, et moi-même, rédacteur en chef, écrivons le plus souvent l'ensemble des articles de la Lettre. Nous avons chacun notre style, chacun notre liberté de ton, et tentons de vous donner la vision de l'Europe à travers les valeurs de notre Association, Europe & Entreprises.

2016, l'année de tous les dangers en Europe, ne serait-elle pas l'opportunité, pour vous, de vous exprimer et de partager votre point de vue ? Nous, au sein d'Europe et Entreprises, avons une liberté d'expression et sommes force de proposition. Nous ne censurons pas ou peu. Tant que votre point de vue n'atteint pas l'intégrité d'une personne ou d'un groupe de personnes, tant que vous ne dénigrez pas sans justifier vos propos, nos colonnes vous sont ouvertes. Vous êtes réticents parce que vous pensez ne pas savoir écrire, faire trop de fautes, ne pas avoir une jolie syntaxe. Qu'importe ! Nous vous accompagnerons dans la rédaction de vos articles et ils seront corrigés et publiés avec votre accord.

---

#### **EUROPE & ENTREPRISES**

Association loi 1901  
Maison de l'Europe de Paris  
35 rue des Francs-Bourgeois  
75004 Paris

[www.europe-entreprises.com](http://www.europe-entreprises.com)

**Président, Directeur de la Publication :**

Philippe Laurette

**Rédaction :** [entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)

**Rédacteur en chef :** François-Xavier Bellest

*Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association ou en envoyant un mail à : [entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)*

**Éditorialiste :** Bruno Vever

**Production :** Europe & Entreprises

**Numéro ISSN :** 1638-6094

*Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.*

---



EUROPE & ENTREPRISES  
Association for euro-entrepreneurs

*Lettres d'Europe et Entreprises – Janv 2016 – n°73*